



u. c. i. j.

## 20 juin 2020 Intervention

La Marche des Solidarités pour l'égalité et la justice à laquelle nous participons en ce moment s'avance dans des dizaines de villes en France, Nous sortons à peine du confinement et déjà se profile une grave crise économique, sociale et écologique. Pendant ce confinement, les plus vulnérables étaient les plus exposés ; ils le demeurent. Et demain, si nous n'y prenons garde, ils seront les premières victimes des mesures économiques et sociales prises pour remettre en route la machine économique néo-libérale.

**Les sans-papiers, les migrants et migrantes ont été en première ligne**, exploité·e·s dans des secteurs qui ont continué à tourner comme le nettoyage, la livraison, le bâtiment, les services à la personne, la restauration. Et ceci, dans les pires des conditions. Ou alors perdant leur emploi sans chômage partiel, retenu·e·s dans les CRA, vivant à la rue ou hébergé·e·s dans des conditions souvent précaires et insalubres, les mineurs étrangers insuffisamment protégés, enfermés.

Révoltes et répression policières ont agité les centres de rétention administrative français. En Grèce les réfugiés ont été enfermés dans des camps surpeuplés et insalubres. Les ports italiens et maltais ont été fermés au seul bateau de sauvetage encore actif...

**Aveugle aux drames qui se jouent à ses frontières**, profitant de la Covid 19, une dizaine d'États (dont la France) ont rétabli des contrôles systématiques à leurs frontières... Le dispositif a été renforcé : érection de murs et de palissades fortifiées, contrôle électronique, policier et militaire, pression sur les pays voisins pour qu'ils contrôlent les flux migratoires en amont au prix de graves violations des droits humains. Cette politique force les migrants à emprunter des routes de plus en plus dangereuses et coûteuses.

**La semaine dernière encore**, 52 corps ont été retrouvés au large de la Tunisie, pour la plupart des migrants originaires d'Afrique subsaharienne en route vers l'Italie. Cette nouvelle tragédie intervient après une importante hausse des départs vers l'Europe, notamment de personnes originaires d'Afrique de l'Ouest.

Depuis 2014 plus de 19 000 décès, 1 260 pour la seule année 2019... sans compter les "naufrages invisibles", qui ne laissent ni corps ni survivant. Les obstacles au travail des ONG actives dans le sauvetage en Méditerranée se multiplient. Mais l'Europe regarde ailleurs, faisant passer les drames pour des

dégâts collatéraux de la crise sanitaire alors que ces agissements criminels sont les conséquences de ses politiques.

Et pendant ce temps, Frontex utilise des moyens aériens pour repérer plus rapidement les embarcations afin qu'elles soient interceptées par les "gardes-côtes libyens".

**À l'intérieur même de l'Europe**, des centres de tris ont été dressés. En Grèce, ils enferment les réfugiés que les autres pays de l'UE refusent d'accueillir.

En France même, c'est à la frontière franco-italienne que l'on traque les migrants. C'est à Calais que l'on réprime ceux qui tentent de se rendre en Grande-Bretagne. C'est à Paris que des migrants et migrantes tentent de survivre dans des conditions de promiscuité et d'hygiène inacceptables.

**Aucune épidémie, pas même celle de la Covid-19 ne saurait justifier la suspension des obligations des États en matière de sauvetage en mer, d'accueil des personnes en besoin de protection, de respect des droits fondamentaux.**

D'autres politiques sont possibles ! Elles ont commencé à être mises en œuvre au Portugal, en Italie qui ont décidé des régularisations massives d'étrangers, y compris les demandeurs d'asile.

La France, elle, a continué sa politique et ses pratiques répressives même si l'arrêt du trafic aérien a empêché nombre d'expulsions. L'État s'entêtait à suspendre l'examen de demandes d'asile. Le Conseil d'État a dû lui rappeler qu'il ne pouvait s'affranchir de ses obligations légales.

L'État s'acharne à poursuivre celles et ceux qui tentent d'aider les migrants et migrantes ; ils sont traînés devant les tribunaux, accusés du "délit de solidarité".

Pourtant, partout, la société civile se mobilise pour sauver des vies, lutter contre les politiques européennes meurtrières et organiser une solidarité transfrontalière. Tant que des vies continueront à être sacrifiées en Méditerranée et que la liberté de circulation pour toutes et tous ne sera pas acquise, cette solidarité continuera à s'exprimer !

Avec sa volonté d'ignorer leur contribution au travail qui a permis pendant cette période de crise sanitaire et permet tous les jours à la France de vivre, le gouvernement laisse volontairement les sans-papiers exploités, sans droits, dans une situation d'inégalité et d'injustice totale.

**C'est pourquoi, ici, ce soir, nous exigeons avec plus de force encore qu'hier, la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administrative, des logements pour tous.**

Pour une société solidaire, nous exigeons l'égalité des droits pour toutes et tous en matière d'accès au travail, au logement, à la protection sociale.

Saint-Nazaire, le 20 juin 2020